

Appel à communications
« Art et économie en France et en Italie au XIV^e siècle »
Université de Lausanne, 19-20 octobre 2017

Depuis les années 1980, à partir de travaux fondateurs de Richard Goldthwaite, les contributions sur les rapports entre art et économie se sont multipliées en ce qui concerne l'Italie de la Renaissance (Jardine 1996, Martines 1996, Welch 2005). Le débat méthodologique qui en résulta tant parmi les historiens de l'économie que parmi les historiens de l'art ou de la culture, a marqué en profondeur l'approche à cette période. Un mouvement analogue a largement animé la recherche sur les Pays-Bas méridionaux aux XV^e et XVI^e siècles (Campbell 1976, Montias 1993, Blockmans 1995 et 2002, entre autres). En revanche, le Moyen Âge a été – à part de quelques interventions isolées (Mosher Stuard 2006) – moins touché par ces réflexions – à l'exception notable de la question, bien explorée, du financement des chantiers d'architecture.

Le colloque se propose d'explorer la problématique des liens entre art et économie pour une période antérieure à la Renaissance, en prenant en compte un long XIV^e siècle. Dans le but de stimuler une approche comparative on propose d'aborder par ce questionnement un espace correspondant grosso modo à la France et à l'Italie actuelles. Les organisateurs souhaiteraient recevoir des contributions aussi bien de la part d'historiens de l'art que d'historiens de l'économie concernant tous les domaines de la création figurative : de la peinture à la sculpture, des textiles à l'orfèvrerie, de la céramique aux vitraux et autres carreaux de pavement.

Seraient par exemple bienvenues (mais la liste n'est pas exhaustive) des interventions portant :

- sur le rôle de différentes institutions (cours, autorités municipales, ordres religieux...) sur l'essor, la transformation, le tarissement de certaines productions ou certains marchés ;
- sur les modes de financement des commandes artistiques, qu'il s'agisse des collectes d'argent parmi des paroissiens, de la vente de biens (de luxe) pour réunir les sommes nécessaires, d'emprunts, de mises en gage, etc. ;
- sur le coût des matières premières et les modalités d'approvisionnement, notamment pour des matières rares et/ou exotiques ;

- sur la valeur du travail artistique. Il serait intéressant de s'interroger à la fois sur le coût respectif de la matière première et du travail, mais aussi sur les éventuelles évolutions de la rémunération des artistes sur une certaine durée, ou de comparer la rétribution d'artistes pratiquant des métiers différents dans le même espace géographique, ou le même métier mais dans des aires géographiques différentes ;
- sur les prix des œuvres et les éventuelles fluctuations de leur valeur, y compris à travers l'analyse de contrats, inventaires, saisies... ;
- sur les modes de commercialisations et le rôle éventuel des intermédiaires, au premier chef les marchands, mais aussi les entrepreneurs dont le rôle dans le domaine des textiles est désormais reconnu ;
- sur les stratégies de positionnement sur le marché artistique – on pense alors à la manière de se démarquer ou de se spécialiser, mais aussi aux imitations ou aux contrefaçons, aux variantes de luxe, à la réponse que l'on donnerait à des formes de concurrence... ;
- sur les conditionnements culturels (religieux, politiques, juridiques) qui agissent sur le marché artistique : on peut penser par exemple à l'impact éventuel des lois somptuaires ou à comment des notions telles que celles de magnificence, orgueil ou avidité peuvent affecter le comportement des commanditaires ou des acheteurs d'œuvres d'art.

Les propositions, rédigées dans l'une des principales langues de l'histoire de l'art, d'une page maximum, accompagnées d'un CV synthétique, devront être envoyées aux organisateurs jusqu'au **31 janvier 2017**, aux adresses suivantes : nicolas.bock@unil.ch, michele.tomasi@unil.ch.

Organisateurs : Nicolas Bock et Michele Tomasi, Université de Lausanne, Site de Dorigny, Anthropole, Faculté des Lettres, section d'histoire de l'art, CH-1015 Lausanne